

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 2-3 • 15 JANVIER 2021 • CHF 3.-

Pour l'épidémiologiste, Richard Wilkinson, la pandémie révèle les inégalités sociales page 5



Dix ans après les soulèvements arabes, un bilan avec Georges Corm page 6



Revenu de base inconditionnel?

Depuis bientôt 1 an, nous sommes pris dans la tourmente de la pandémie due au SARS-CoV-2. Maintenant, la survenue de la variante «anglaise» du virus vient compliquer la réponse sanitaire. Et retarde la probable sortie de crise que l'apparition de vaccin permet d'espérer. D'où un défi majeur, au moins encore pendant ces 2 prochains mois: devoir à la fois vacciner le plus vite et le plus de monde possible, au moins les gens le plus à risque (cela représente près de 1,5 million de personnes). Ceci avec des vaccins qui commencent seulement, depuis quelques semaines, à être produits en grande série. Mais aussi continuer à tracer les cas positifs à la Covid-19 pour éviter autant que possible de surcharger le système de soin déjà encombré. C'est dire que la probabilité de garder ou même d'augmenter l'arrêt de nombreuses activités économiques est grande pour les prochaines semaines.

On sait - et chacun a pu l'observer au printemps 2020 - que plus on reste chez soi, moins on permet au virus de circuler, mais cela a un coût psychologique et social important. Il est donc important que la solidarité se renforce. Pas seulement entre les individus, mais aussi au sein de la société. Non, on ne peut laisser évoluer la maladie sous prétexte que ce ne sont que des vieux ou des «mal fichus» qui meurent; non, on ne peut laisser les restaurateurs, les gens de la culture -ils sont nombreux- et tous les autres, qui ne demanderaient qu'à travailler sans un soutien ferme et garanti.

Or, que nous apprend le FMI: la Suisse est l'un des pays qui a le moins investi pour soutenir ses PME, beaucoup moins que la France ou l'Italie, pourtant largement plus endettés, par exemple. La Suisse est pourtant l'un des pays où les finances publiques sont les plus saines selon l'OCDE. C'est absurde et indécent! Et au milieu de tout ça, la Banque Nationale Suisse pleure qu'elle n'a engendré que 21 milliards de bénéfices en 2020 (contre, il est vrai, 49 en 2019) et qu'elle ne redistribuera que les 4 milliards prévus et pas un sou de plus. Chacun appréciera la déconnexion des milieux bancaires de la réalité économique des gens «ordinaires»... Il y a de quoi enrager.

Et ne devrions-nous pas nous poser la question suivante: l'instauration d'un revenu de base inconditionnel refusé il y a quelques années, et largement critiqué dans nos milieux, ne permettrait-elle pas aujourd'hui de passer le cap avec moins de dégâts sociaux? A bien méditer pour le monde de demain.

Bernard Borel

Ultimes trumperies?

ETATS-UNIS • Suite à l'attaque du Capitole à Washington par des hordes incontrôlées, les réseaux sociaux ont décidé de lâcher le président étasunien en tant que fauteur de troubles.

Comme beaucoup, j'ai été éberlué devant les images du Capitole occupé par une bande d'extrémistes américains, dans la nuit de mercredi 6 à jeudi 7 janvier. Les marches envahies, des fenêtres brisées, un policier, seul, qui recule devant la horde en train de gravir l'escalier, les braillements «le Capitole, c'est aussi notre maison», le type à la toque de fourrure et aux cornes de bison, arborant fièrement son torse aux tatouages suprémacistes (Jake Angeli, l'un des leaders mouvement complotiste QAnon, ndr), l'irruption dans la salle où les représentants des deux chambres législatives sont en train de valider les votes, État par État, la mise à l'abri dans les sous-sols des élu.e.s, les bureaux saccagés. Un fait frappant: il y avait essentiellement des hommes.

Le premier choc passé, on se demande comment une ville si sécurisée a pu laisser entrer des manifestants dans le Capitole, le saint des saints de la démocratie américaine. Nous reviennent les images de policiers en plusieurs rangs serrés, lors de la manifestation «Black Lives Matter» contre les violences policières, à la suite de la mort de George Floyd. Une souris n'aurait pas passé. Où étaient les 2000 policiers attachés au Capitole? Ceux qui dépendent de la mairie de Washington? La garde républicaine a été finalement appelée par le vice-président Mike Pence, et les représentant-e-s des 52 États ont pu reprendre le décompte des voix des grands électeurs et déclarer Joe Biden 46^e président. Une formalité dans l'élection présidentielle, qui s'est déroulée dans le calme pendant 200 ans. Mais cette fois-ci, il fallait compter avec Donald Trump, non seulement le pire président des États-Unis, mais un malade incapable de reconnaître le moindre échec.

25'000 mensonges

Donald Trump, répétant en boucle qu'on lui a volé la victoire, incitant ses partisans à monter sur le Capitole, porte la lourde responsabilité de ces débordements, qui ont provoqué 5 morts et choqué jusque chez certains républicains. Mais cela fait 4 ans que Trump inonde les réseaux sociaux de ses tweets simplistes et mensongers, attaquant sans relâche ses opposants, les traités nationaux et internationaux, la démocratie et la presse traditionnelle. Le *New York Times* a comptabilisé les mensonges trumpiens: 25'000 fin 2020. Rien, jamais, ne le fait reculer ni reconnaître quoi que ce soit. Il a toujours raison, les



autres ont forcément tort. Ses fake news ont fini par pervertir le cerveau de millions de gens.

Selon le professeur Jacques Savoy de l'Université de Neuchâtel, l'usage participatif d'Internet a été surpassé par l'usage complotiste. Cela s'explique notamment par la globalisation, qui a accentué les inégalités entre les classes sociales, si bien qu'aujourd'hui, il existe 50% d'analphabètes fonctionnels, c'est-à-dire de gens qui, quand on leur fait lire un petit texte, n'arrivent pas à en tirer des conclusions claires. Pour les atteindre, il faut utiliser un langage très simple, comme Trump, qui fait des phrases de 15 à 16 mots, alors que ses rivaux en sont en moyenne à 23 mots. Il est bien plus efficace de dire «Les crimes, ce sont les immigrés. Je construirai un mur», plutôt que «C'est vrai qu'il y a des problèmes liés à l'immigration, mais ces gens sont surtout précieux pour le pays parce qu'ils...». Les messages simples, qui jouent sur l'émotion, répétés en boucle, gagnent irrésistiblement en crédibilité. En campagne, Trump tweetait 43 fois par jour, Biden 14.

Dès la campagne électorale de 2016, Trump le milliardaire a compris qu'il devait s'adresser aux laissés-pour-compte de la mondialisation. En majorité des mâles blancs, peu instruits, non urbains, racistes, terrorisés à l'idée qu'un jour, en Amérique, les blancs seront minoritaires, vouant une haine viscérale aux Noirs et aux

Latinos, comme les membres du Ku Klux Klan de sinistre mémoire. Ils font partie des 40% de créationnistes des USA (8% en France), prenant la Genèse à la lettre: le monde a été créé en 7 jours il y a 6000 ans, faisant fi de la science. Parmi les fanatiques du 6 janvier figurent des suprémacistes, des négationnistes, des complotistes, des néonazis, des ex du KKK, des skinheads, des militants pro-armes. Voilà de quoi est faite la base des 74 millions de citoyens qui ont voté Trump. Après leur avoir demandé de rentrer chez eux, Trump a conclu: «Je vous aime». Jamais il n'a condamné les excès des suprémacistes et de leurs milices armées, ni à Charlottesville en 2017 (1 mort, des dizaines de blessés), ni lors de la contre-manif à celle organisée en hommage à George Floyd, en juin 2020, ni le 6 janvier. Au contraire, il les a légitimés.

Cowardise chez les Républicains

Pendant 4 ans, Trump a soutenu tout ce qui pouvait assoir son pouvoir et flatter son incommensurable ego, quitte à provoquer une guerre civile, avec l'aval du parti républicain dans sa large majorité, censé être un des deux piliers de la démocratie américaine. Les pires abus de Trump ont été soutenus par les Républicains qui voulaient sauver leur siège. Ils ont montré autant de cowardise que la grande bourgeoisie, notamment financière, les gros industriels, des politiciens de la droite traditionnelle en 1932 en

soutenant Hitler. 147 élus républicains (dont 8 sénateurs) sont toujours persuadés qu'on leur a volé l'élection. Et 45% des électeurs républicains interrogés approuvent l'assaut... Le 6 janvier a montré au monde entier combien la démocratie est fragile.

Trump méprise les femmes. Sur une vidéo, il se vantait de facilement «les attraper par la chatte», il a tenu des propos rabaissants contre Hillary Clinton, traite son épouse comme un simple faire-valoir, il ne supporte pas Angela Merkel, qui est puissante, il va être poursuivi pour plusieurs plaintes de harcèlement sexuel quand il ne sera plus défendu par l'immunité présidentielle.

Joe Biden est son contraire: son épouse Jill est Dr. en sciences de l'éducation, s'occupe d'élèves souffrant de troubles émotionnels, participe en 2017 à la création de la fondation Biden, destinée à lutter contre les violences faites aux femmes. Elle va continuer d'enseigner, ce qui en fera la première dame qui travaille. Biden a non seulement choisi une femme comme vice-présidente, Kamala Harris, mais il en a nommé plusieurs à des postes clés, ainsi que des personnes de couleur. La présidence va changer de visage.

On devrait toujours se méfier des hommes qui méprisent les femmes, et mettent de côté, dans leur système de pensée, la moitié de l'humanité. On voit ce que ça peut donner... ■

Huguette Junod

Grève du climat. Du vert au rouge

SUISSE • Bien que ne se revendiquant d'aucune orientation politique, le mouvement, lancé par la jeune Suédoise Greta Thunberg, pourrait bien finir par se découvrir de gauche.

Le mouvement de la Grève du climat-Suisse (GCS) estime que les objectifs et les mesures fixées par le Parlement et le Conseil fédéral ne sont pas compatibles avec les conclusions scientifiques concernant l'effort à fournir en matière de réduction des émissions de dioxyde de carbone (CO₂). Ceci dans l'atmosphère, pour maintenir l'élévation moyenne de la température terrestre sous la barre fatidique des 1,5 C°.

Combat pour la survie

Il propose une stratégie, un «plan d'action climatique» (PAC). Ce document est réalisé par des militant.e.s avec des chercheur.euses. Consultable sur internet (climatstreik.ch), il est riche d'analyses et de propositions dans de multiples domaines. De la mobilité à l'aménagement du territoire, de l'agriculture à l'approvisionnement en énergie, en passant par l'industrie et les services. Jusqu'aux structures économiques et politiques. Peu de choses ont été laissées au hasard pour parvenir à une société durable.

Le mouvement écologique se présente comme n'étant lié à aucun parti ou organisation. Il refuse de se positionner dans «le spectre politique», estimant que «la protection du climat n'est pas un combat entre la gauche et la droite, mais une lutte pour la survie qui nous concerne tous». A la lecture de son plan (PAC) force est de constater que s'il penche un peu, c'est résolument vers la gauche.

Il était une fois, Greta

Tout commence par un mouvement de grève scolaire initié et incarné, à la rentrée 2018, par la bientôt fort médiatisée Greta Thunberg, étudiante alors âgée de 15 ans. Son combat a depuis essaimé sur toute la planète. Il a creusé un imposant sillon dans le champ des luttes pour la protection de la planète et de la biodiversité, mobilisant ainsi massivement la jeunesse.

Au départ, le message est simple. «Grève de l'école pour le climat», pouvait-on lire sur la première pancarte de la jeune fille. Elle demandait en substance à ce qu'en matière d'écologie les dirigeant.e.s politiques du monde écoutent les alertes des scientifiques et réagissent en conséquence pour protéger la planète.



Grève du climat du 19 mars 2020 à Genève.

Bien que réclamant une action des politiques, la Suédoise n'affiche aucune orientation ou couleur politique, du moins dans un premier temps. De sa prise au sommet de l'ONU sur le climat (23.09.2019) lors, on aura plus retenu sa formule «How Dare You?» (Comment osez-vous?) qu'un le passage la précédant: «Des écosystèmes entiers s'effondrent, nous sommes au début d'une extinction de masse, et tout ce dont vous parlez, c'est d'argent, et des contes de fées de croissance économique éternelle.»

Vouloir mettre fin à la croissance ou appeler à la décroissance ne signe pas une appartenance au communisme révolutionnaire. Mais il est difficile de ne pas positionner l'idée dans le «spectre politique» et impossible de la placer à droite.

Nécessité fait loi

En Suisse, le mouvement qu'a semé la jeune suédoise a suscité de nombreuses pousses.

Après avoir fait grève et manifesté dans les rues contre l'inaction des politiques, il se présente désormais à ces derniers.ères avec un programme, le PAC.

Partant de la volonté de ramener le taux d'émissions nettes de CO₂ du pays à zéro d'ici 2030, le plan établit constats et pistes. Un tel objectif nécessite «une réduction de la production et de la consommation de biens et services qui consomment beaucoup de combustible fossile». Elle serait obtenue par des mesures réglementaires, interdictions et impôts. Des idées, là encore, peu droitières. Puis, le PAC établit que sa vision est «basée sur des changements radicaux et structurels de l'économie pour modifier son orientation actuelle vers la croissance». Autrement dit passer du système capitaliste à «une économie du bien-être» compatible avec les limitations «socio-écologiques». Enfin, dans la transition vers ce modèle, les «marchés conti-

nueront à jouer un rôle dans l'allocation des ressources», tout en devant «être régulés afin d'éviter des coûts environnementaux et sociaux». Si à ce stade, le plan n'appelle pas encore les prolétaires de tous les pays à s'unir, il estime toutefois nécessaire de contrôler les marchés et affirme la nécessité à sortir du capitalisme, en tout «apolitisme».

Distribution équitable et coopérative

C'est lorsque le PAC s'attaque au milieu «privé» que sa coloration politique, bien que niée, crève l'écran. On peut donc y lire deux appels. Un premier à la réduction du temps de travail et un second à une modification «radicale» de la politique de distribution des richesses produites. Ces dernières étant amenées à devenir moindres, «du moins temporairement», elles devront être distribuées plus «équitablement» selon la GCS. Enfin, le plan appelle à ce que les entreprises «régies par la valeur actionnariale» soit progressivement transformées en «coopératives» afin de «réduire la pression à faire de la croissance».

Parti d'une volonté, «apolitique», de protéger l'environnement, le mouvement international de la Grève du climat aura d'abord mis en question la croissance infinie dans un monde fini. En Suisse, il appelle désormais par un programme «politique» à la réduction du temps de travail, au partage des richesses et à la transformation des entreprises en coopératives. Parallèlement, à la diffusion de son plan qu'elle entend nourrir au contact de la population et aux côtés de syndicats, elle œuvre à construire un mouvement social par-delà les cadres scolaires et étudiants. Ceci en appelant à une grève générale des travailleur.euses, dite «pour l'avenir», le 21 mai prochain.

En attendant de savoir ce que nos dirigeant.e.s feront du PAC et face aux mouvements sociaux à venir, les militant.e.s de la GCS se prennent déjà à rêver de «révolution», même si pour l'heure, elle n'est qu'écologique. ■

Jorge Simao

*Chiffre donné par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en 2018. Le dépasser reviendrait à subir d'extrêmes modifications du climat, voire mettre en péril la majeure part de l'humanité.



Un traité perdant-perdant

VOTATION • L'affiche d'Économiesuisse avec tigre (Indonésie) et ours (Suisse) s'enlaçant pour «un développement durable» est une farce. L'accord de libre-échange nuit à l'environnement et aux droits humains selon ses opposants.

« Nous devons maintenir et redonner du sens aux mesures douanières de protection des productions locales, qu'elles soient agricoles, artisanales ou industrielles. Le prix des biens doit être en lien avec le coût local du travail pour enrayer la surconsommation et le tout jetable». Pour le vigneron bio de Satigny (GE), Willy Cretigny, l'initiateur du référendum contre le traité de libre-échange signé en 2018 entre la Suisse et l'Indonésie sur lequel nous voterons le 7 mars, l'accord est bon à jeter (GH n°1).

Huile de tous les dangers

A l'occasion d'une conférence de presse lundi dernier, le comité d'opposition a réitéré ses arguments. Pour le conseiller national POP neuchâtelois et conseiller communal au Locle (NE), Denis de la Reussille, ce texte va péjorer la situation pour de nombreux paysans indonésiens.

«L'expansion de la production d'huile de palme conduit à une économie agricole tendant vers la monocul-

ture. Les cultures traditionnelles de subsistance comme le riz sont abandonnées au profit de l'huile végétale, apparemment lucrative. Pour de nombreuses familles d'agriculteurs, cette évolution signifie une baisse de la sécurité alimentaire car elles doivent acheter des aliments de base qu'elles ne produisent plus», a-t-il souligné.

Droits humains violés

Le Neuchâtelois cite un rapport de l'ONG Transnational Palm Oil Labour Solidarity (TPOLS), documentant les violations du droit du travail dans cinq plantations de palmiers à huile en Indonésie. «Exposition à des produits chimiques dangereux, paiement de salaires inférieurs au salaire minimum, absence de congé de maternité et de congé menstruel pour les travailleuses et suppression des syndicats indépendants. Toutes les plantations de l'étude étaient certifiées RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil) et fournissaient des géants de l'alimentation comme Nestlé.»

Denis de la Reussille s'interroge: «Était-ce des cas isolés? Pas vraiment. L'industrie de l'huile de palme est connue pour le travail des enfants, le travail forcé et le viol. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime qu'environ 1,5 million d'enfants entre 10 et 17 ans travaillent dans les champs d'huile de palme en Indonésie. Beaucoup d'enfants doivent travailler comme «travailleurs externes» afin de respecter les quotas de récolte élevés», a-t-il précisé, rappelant que la nouvelle loi Omnibus votée en octobre 2020 dans ce pays, ne fera qu'empirer les choses.

Mardi, c'était au comité bourgeois interpartis, trompeusement nommé «Oui au commerce durable et équitable», et où l'on retrouvait la conseillère nationale UDC (GE), Céline Amaudruz, qui faisait l'article. Et de défendre une intensification des échanges commerciaux permettant aux entreprises suisses de réaliser... «des bénéfices supplémentaires substantiels». Vraiment équitable? ■

JDr

IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebo
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Amanda Ioset, présidente

Rédaction
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef,
Jorge Simao, rédacteur,
Bertrand Tappolet, correcteur
et rédacteur,
Stéphane Montavon, dessinateur

Administration
administration@gauchebdo.ch

Publicité
tarifs et informations sur
www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
www.gauchebdo.ch/abo
CCP 12-9325-6

Maquette
Solidaridad Graphisme,
1204 Genève

Impression
Pressor, 6, route de Courroux,
2800 Delémont

Parution
Gauchebo paraît 40 fois par année

Gauchebo a besoin de votre soutien

CCP: 12-9325-6

Héritage en partage?

SUISSE • Professeur au département d'économie de la faculté de HEC et de l'UNIL, Marius Brülhart vient de publier une étude sur la passation des héritages en Suisse. Leur taxation reste minime notamment en raison de la concurrence fiscale. Interview.

Selon une étude que vous avez menée, le montant des héritages devrait atteindre 95 milliards en 2020. Comment se répartit le montant entre les classes sociales, sachant que l'héritage médian est autour de 40'000 francs?

MARIUS BRÜLHART Il faut tout d'abord se rendre compte que les données sur les héritages se font très rares en Suisse. Puisqu'il n'existe pas d'impôt fédéral sur les successions, aucune statistique à ce sujet n'est produite par les autorités fédérales. Et les cantons sont encore trop souvent réticents à divulguer des données fiscales, même pour des fins purement scientifiques. Mon estimation d'un volume total de 95 milliards pour 2020 est donc une extrapolation d'un calcul grossier fait à partir de données sur la fortune des vivants, sur la mortalité et sur les donations intra-familiales. Ceci dit, j'ai confiance en l'ordre de grandeur de mon estimation: les héritages représentent un flux économique énorme et grandissant.

Quant à la répartition des héritages, il existe quelques études rudimentaires suisses, basées sur des données de cantons individuels, et des études plus sophistiquées pour des pays scandinaves, où les données sont de bien meilleure qualité. Ces études indiquent que, de manière plutôt surprenante, l'héritage a un effet de court terme plutôt égalisant. Même si les riches héritent en moyenne des sommes plus larges que les pauvres, ces derniers héritent plus par rapport à leur fortune existante que les riches. L'héritage tendrait donc à diminuer des mesures d'inégalité de la fortune telle que l'indice de Gini.

Mais cela n'est pas la fin de l'histoire. L'étude la plus poussée en la matière,



95% des gens héritent de moins de 500'000 francs en Suisse. L'héritage médian est de 40'000 francs.

Pixabay

basée sur des données suédoises, indique que les héritiers pauvres ont tendance à dépenser leur héritage plus vite que les héritiers riches. Cette étude démontre notamment qu'une partie importante d'héritages relativement modestes est dépensée pour des voitures. Les très gros héritages, cependant, ont tendance à rester inconsommés, voire investis de manière rentable. Le résultat de ses comportements est qu'à moyen terme –

sur 5-10 ans – l'héritage à tout de même un effet poussant à l'augmentation des inégalités.

Votre étude montre que c'est le groupe de personnes de 85 ans et plus qui est le plus fortuné en Suisse. Pourtant, de nombreux Suisse.sse.s ont de la peine à joindre les deux bouts à la retraite. Paradoxal?

Toute valeur moyenne cache des valeurs individuelles qui peuvent être très

variées. Donc, si en moyenne les Suisses sont bien lotis après la retraite, cela n'implique pas qu'il y en ait qui peinent à payer leurs factures.

Seriez-vous en faveur d'une taxation plus lourde des héritages? A quoi devrait être dévolu l'argent gagné?

Je ne suis pas très favorable à l'introduction d'une telle taxe, ou à son augmentation, si c'est comme fin en soi. De toute

façon, une telle proposition aura toujours de la peine de passer dans une votation – même si la grande majorité de l'électorat ne serait pas touchée. L'initiative populaire de 2015, proposant un impôt fédéral sur les grandes successions plus essentiellement comme une fin en soi – fut balayée avec 71% de votes négatifs.

Si par contre on cherchait à augmenter cet impôt soit afin de diminuer un autre impôt, plus nocif, soit pour financer une dépense qui s'impose avec urgence, alors je pourrais tout à fait être favorable. Ce genre de réforme serait d'ailleurs aussi possible au niveau cantonal. Dans une de mes études empiriques pour les cantons suisses je trouve que la concurrence fiscale en matière de successions est largement «imaginaire»: les personnes âgées et aisées ne déménagent guère en fonction de différences de charge fiscale cantonale sur les successions.

Dans son livre, Le capital du XXI^e siècle, Thomas Piketty montre que les inégalités dues à l'héritage vont en s'accroissant. Est-ce une tendance lourde que l'on retrouve aussi en Suisse?

Les choses ont tendance à évoluer lentement en Suisse. Ainsi, aussi l'inégalité des fortunes – élevée en comparaison internationale – ne fait pas de sauts. On observe cependant une progression indéniable de cette inégalité depuis quelque 20 ans. Nous sommes en train de mener des recherches pour en identifier les causes, mais pour l'instant aucune explication évidente ne sort de données.

Propos recueillis par Joël Depommier

La vaccination a du bon

SUISSE • Ancienne députée et conseillère nationale du POP, présidente de l'AVIVO suisse, Christiane Jaquet-Berger soutient la vaccination contre la Covid-19.

Elle a été cette semaine la première vaudoise non-résidente en EMS à recevoir le vaccin Pfizer/BioNTech contre la Covid-19 au CHUV de Lausanne. Christiane Jaquet-Berger pointe une politique hospitalière aux effets délétères et la faiblesse de la rente minimale AVS conduisant à une pauvreté accrue. Interview.

Pourquoi vous être fait vacciner aussi rapidement?

CHRISTIANE JAQUET Même si je comprends l'appréhension et les interrogations que peut susciter une nouvelle thérapie, je fais confiance à ce vaccin. Des recherches sur l'ARN messenger sont menées depuis 10 ans et le vaccin proposé affiche des résultats spectaculaires de 95% de taux d'efficacité après une deuxième dose. Je ne vois pas d'autres moyens de protéger la population actuellement, étant donné qu'il n'existe pas de médicaments et qu'on ne peut sempiternellement confiner la population et les aîné.e.s.

Avec l'apparition de la variante anglaise du virus, réputée plus contagieuse, cette nécessité est encore plus évidente si on veut réduire le nombre de malades, de morts et surtout l'engorgement des hôpitaux. Il ne faut finalement pas avoir peur du vaccin, mais de la maladie. Il y a bien entendu des précautions à prendre et un suivi médical comme dans le cas rare où une personne fait une réaction allergique.

L'AVIVO suisse n'a pas encore arrêté définitivement sa position. Le fera-t-elle?

Au mois de février, l'AVIVO aura un comité suisse qui prendra une décision officielle, sans doute favorable. A l'occasion de la pandémie, notre section lausannoise a mis en place une chaîne téléphonique entre ses membres. Ce qui ressortait, c'était le manque d'espoir et de perspectives dont souffrent les gens. Le vaccin offre une solution favorable à l'ensemble de la population.

Comment jugez-vous l'action de la Confédération avant et durant la pandémie?

Nous sommes fortement critiques. Deux ans avant la Covid-19, un rapport d'experts et de spécialistes avait répertorié d'indispensables mesures en cas d'épidémie, cautionnées par la Confédération. Cela est resté la plupart du temps lettre morte à tous les niveaux, comme on l'a vu d'emblée avec le manque de matériel, les masques par exemple. Mais notre critique essentielle porte sur les graves conséquences d'une politique voulue combinant fermetures d'hôpitaux et de services, mises en concurrence des établissements sanitaires, manque de personnel, recherches de profits, mesures d'économies et mise en concurrence qui nous ont laissé Gros-Jean comme devant quand la Covid-19 est apparue.

Dans les EMS, il y a eu des isolements et des droits bafoués inacceptables. Ce n'est pas une critique du personnel, mais du manque général de contrôle et de prévention, l'absence de respect des impératives recommandations fédérales datant de 2018! Faute de moyens, on a cloîtré des résidents, parfois

dans de petites chambres à deux lits sans balcon et surtout sans visites de leur famille, même au moment de mourir. Nous ne voulons pas revivre de telles situations et les EMS non plus.

Outre la pandémie, une prochaine révision de l'AVS concernera les aîné.e.s. Vos exigences?

Au niveau d'un pur calcul financier, l'AVS n'est pas en situation délicate. En revanche, les rentes sont bien trop basses. L'assiette des cotisations doit être revue et la solidarité renforcée. Cette année, la rente minimale de 1175 francs sera majorée de 10 francs par mois... Comment voulez-vous que les aîné.e.s puissent vivre et couvrir leurs besoins vitaux avec un tel montant ou même s'offrir le plaisir d'un café à l'extérieur. Aujourd'hui en Suisse, ce pays si riche, plus de 350'000 retraités et pensionnés AI sont obligés de recourir aux Prestations complémentaires (PC) pour couvrir leurs minimales dépenses de base.

La révision des PC (prestations complémentaires), que nous réclamions depuis des années, entre en vigueur cette année, mais elle a été tellement triturée par les Chambres fédérales qu'on est parvenu à économiser 401 millions, tout en apportant d'indispensables améliorations. Un retraité sur huit en Suisse est pauvre, non pas au seuil de la pauvreté mais réellement pauvre. La défense des retraités et de l'AVS est plus que jamais nécessaire. ■

Propos recueillis par Joël Depommier

Succès des budgets participatifs à Lausanne

Avec sa 2^e édition des Budgets participatifs, la population lausannoise opte pour de belles valeurs: plaisir des rencontres, durabilité, écologie, culture, respect des animaux... Voilà qui ne déplaira pas à David Payot, directeur du Service enfance, jeunesse et quartiers du POP. Parmi 26 projets reçus, 9 ont été retenus, sélectionnés par plus de 4000 votants. Une enveloppe de 150'000 francs sera répartie pour mener à bien toutes ces entreprises.

Contre l'obsolescence programmée

Citons, par exemple, le RepairCafe. Il remettra sur roues nos vélos, réparera notre électroménager, mais aussi nos vêtements. Une occasion de rencontres et d'apprentissage, car on pourra également apprendre à réparer soi-même ces objets. Des requérants d'asile seront présents pour nous y aider.

Ou le Tunnel Potager, un projet porté par enseignants, éducateurs.trices, citoyens, enfants, qui font le pari de verdier leur quartier, lieu d'un grand passage de véhicules. Ils créeront des espaces piétonniers, installeront des bacs ou potager en commun. Des îlots de verdure atténueront les effets du réchauffement. A travers le lien social, la convivialité, ils amélioreront le quotidien des habitants.

Animaux à l'honneur

Deux projets invitent des animaux: les Poules Nord (gestion entre voisins d'un poulailler collectif pour sensibiliser au respect des animaux, ndr) et le Rucher Pédagogique- visant à favoriser la biodiversité, ndr. Nous aurons l'occasion de nous initier à des travaux pratiques et collectifs. Enfants et adultes pourront admirer la vie de ces espèces, nous rendant plus proches de leurs besoins et... des nôtres?

Bien sûr, le Covid s'est invité à plusieurs stades du développement de ces projets participatifs, perturbant la démarche et imposant des délais. Comme on se réjouit de la disparition de cette pandémie, pour profiter de toutes ces propositions offertes! ■

Françoise Becker

Les syndicats à la manœuvre face au Covid-19

SUISSE • En ce début d'année, l'USS et Unia ont précisé leurs attentes face à la crise sanitaire et économique liée au Covid-19.

En décembre dernier, le parlement a décidé, contre l'avis du grand argentier Ueli Maurer, de débloquer 2,5 milliards de francs, dont 1,9 milliard à la charge de la Confédération, le reste étant financé par les cantons pour soutenir les «cas de rigueur», en particulier les secteurs de la culture, de l'événementiel, du tourisme, de la restauration et de l'hôtellerie, ainsi que les forains. Les chambres avaient aussi approuvé le principe de revaloriser la situation des bas salaires en cas de réduction de l'horaire de travail. La part du salaire assuré jusqu'à 3470 francs sera indemnisée à 100%. Cette mesure s'appliquant du 1^{er} décembre au 31 mars 2021. Pour l'union syndicale suisse (USS), qui tenait conférence de presse le 7 janvier, il faut aller plus loin. «Fin 2020, le sous-emploi dans le pays se situait autour des 10% (calculé en équivalents plein-temps), un ordre de grandeur qui n'a plus rien à voir avec d'autres récessions, comme par exemple celle qui a suivi la crise financière de 2008», notait l'économiste en chef de la centrale, Daniel Lampart. «L'augmentation des indemnités RHT décidée tout récemment par le Parlement va certes atténuer leurs problèmes, ce qui est une bonne chose, mais n'en profiteront que les salarié.e.s dont le salaire est très bas», relevait-il encore. «Largement plus d'un million de salarié.e.s ont perdu cette année 20% de leur revenu pendant un mois ou davantage. Ces pertes conduisent les ménages concernés à être encore davantage exposés au risque de ne pas pouvoir faire face à une dépense imprévue, notamment au sujet de



leur santé», a précisé Pierre-Yves Maillard, président de l'USS.

Catalogues de propositions

Face à cette situation, l'USS a présenté plusieurs pistes pour soutenir le pouvoir d'achat des salarié.e.s et contenir le chômage. Elle propose ainsi d'augmenter le nombre des indemnités journalières de l'assurance-chômage et de prolonger les délais-cadres dans l'assurance-chômage jusqu'au printemps, comme lors de la première vague de la pandémie. Face aux «aides trop lentes à arriver à destination», Daniel Lampart demande d'autres mesures de soutien, notamment en versant plus de

fonds via l'outil du chômage partiel, pour les branches fermées afin d'éviter faillites et licenciements. Pour les infirmière.s, la centrale veut une augmentation de salaires, ainsi que des investissements dans le secteur sanitaire. « limiter autant que possible la destruction de places de travail est un effort qui mérite qu'on y consacre toutes les ressources à disposition en ce début d'année, pour éviter des catastrophes sociales chez les jeunes et les travailleurs et travailleuses en fin de carrière, mais aussi pour accélérer la reprise une fois la pandémie maîtrisée », estime, de son côté, Pierre-Yves Maillard.

«Il faut aussi distribuer les réserves excédentaires des primes-maladie à hauteur de 5 milliards de francs, ce qui permettra, à un moment difficile, de fournir une impulsion de plus de 500 francs par personne pour le pouvoir d'achat. Il faut en plus augmenter les subsides pour les réductions des primes-maladie », a encore exigé la centrale. Elle veut aussi une 13^e rente AVS, objet d'une initiative fédérale de la part des syndicats, et qu'une partie des bénéfices de la BNS soit allouée à l'AVS.

L'année 2021 sera en effet chargée pour l'AVS, qui prévoit toujours d'augmenter l'âge de départ à la

retraite des femmes, en le faisant passer de 64 à 65 ans, et le deuxième pilier. Les Chambres pourraient adopter une réforme de la LPP fondée sur un avant-projet concocté par la centrale syndicale, Travail.Suisse et l'Union Patronale. En échange d'une baisse du taux de conversion de 6,8% à 6% (en clair, une réduction de 12% des rentes sur la part obligatoire de la prévoyance professionnelle), quelques mesures compensatoires, comme l'élargissement du nombre de bénéficiaires de l'assurance sont prévues. Pour la gauche radicale, qui refuse le projet, la solution est à trouver dans une intégration du 2^e pilier dans l'AVS.

Restaurateurs dans le collimateur

Quatre jours plus tard, c'est le syndicat Unia qui tirait à boulets rouges contre les restaurateurs, surtout en Suisse alémanique, qui avaient décidé de rouvrir leur établissement, sous le mot d'ordre #RestonsOuverts. «Il s'agit d'un affront contre le bon sens et la santé», a relevé Vania Alleva, présidente du syndicat. Elle en a aussi profité pour dénoncer «l'alarmisme financier du Conseiller fédéral Ueli Maurer et l'aveuglement idéologique de certaines associations patronales» et pour demander le versement non bureaucratique de contributions à fonds perdu pour la sauvegarde des emplois dans les secteurs qui ont subi une fermeture totale ou qui ont été fortement limités en raison d'une fermeture partielle. Ainsi que 100% d'indemnités de chômage partiel pour tous les salaires jusqu'à 5000 francs nets. ■

JDr

Comme un bateau ivre

OPINION • Avec un équipage fédéral dominé par l'UDC, le pays semble en mauvaise posture pour affronter une tempête sociale, sanitaire, économique et environnementale.

Miroir de la crise que nous traversons, nos élites politiques sont confrontées, pour la première fois depuis fort longtemps, à la dure réalité de la navigation en pleine tempête. A la barre, nous avons la chance d'avoir le capitaine Parmelin, homme aguerri, fort d'années d'expérience dans la gestion de crises viticoles et d'un charisme qui aurait fait pâlir le général de Gaulle. Son second, le lieutenant Berset, navigue à vue, au gré des pressions politiques et des bulletins météo, alternant habilement la prise de décision et le laisser-faire. C'est connu, quand les vagues se déchainent, c'est l'équipage qui prend les bonnes décisions.

Ueli Maurer, 12 ans à bord du navire

Le 3^e acolyte au front, c'est le zélé blocherien et quartier-maître Maurer qui, trop gradé pour travailler mais pas assez pour être aux commandes, a la charge de l'approvisionnement de l'équipage et est donc garant de sa survie. Sa situation est confortable car grassement rémunéré et, bien qu'ayant depuis longtemps atteint l'âge légal de la retraite, il continue à veiller attentivement sur les finances du navire. Diantre, lui au moins n'aura pas à

réclamer rétroactivement sa pension de retraite puisqu'il a continué à servir fidèlement l'État!

D'ailleurs, en 2017, il a pu se gargariser d'un excédent budgétaire de 4,8 milliards alors que le budget affichait un déficit de 250 millions; le parlement aurait dû lui offrir un bonus cette année-là... et les années suivantes aussi parce que l'histoire se répète. Sauf en 2020 peut-être? Ah oui, la tempête. A situation exceptionnelle, moyens exceptionnels, disait le Conseil fédéral au début de la pandémie pour tranquilliser les PME, poumons économiques de la Suisse.

Pingrerie crasse et jeu de dupes pour les salarié.e.s

Mais en ce début d'année 2021, on nage en plein marasme et les hauts grades ont de la peine à se mettre à la place de l'équipage. Pensez donc, pendant presque une année, la subsistance a été rationnée au nom de la sacro-sainte prudence helvétique et maintenant que beaucoup de monde commence à crever de faim, on tergiverse. En effet, dans leur grande bonté, ils ont déjà octroyé le chômage partiel, mais avec un paiement des charges sociales à 100%, situation inique qui oblige les entreprises et leurs salarié.e.s à

payer des charges sur des montants qu'ils n'ont pas versés ou touchés! Et les oreillers de paresse, pardon, les prêts garantis, ceux qu'il faudra rembourser quand la météo se sera améliorée. En fait, le Conseil fédéral fait des bénéfices et en plus, par le biais de la Banque Nationale Suisse, imprime des centaines de milliards investis en devises étrangères ou en actions américaines. Il rechigne à indemniser les entreprises qu'elle a obligé à cesser leur activité.

PME naufragées et oubliées

Ne parlons pas des cas de rigueur, parce que si vous avez perdu moins de 40%, vous n'y avez pas droit. Ou alors, il faut être une multinationale ou une compagnie aérienne.

Donc, entre l'UDC qui ne veut pas entendre parler d'un nouveau semi-confinement, les libéraux qui réclament une vaccination rapide (pour pouvoir retourner au travail) et la possibilité de la Confédération de créer de la monnaie et de s'endetter à 0%, il serait temps que l'ensemble des politiciens fédéraux s'occupe un peu plus de ses entreprises et donc des employé.e.s qui les composent. C'est eux qui paient les impôts et les taxes qui font leur bénéfice. ■

Patrick Savioli

Erosion systémique de l'emploi

NEUCHÂTEL • Depuis 18 mois, le taux de chômage et le nombre de demandeurs d'emploi sont repartis à la hausse.

Pour rappel, ces cinq dernières années ont été marquées par trois phases successives. Après le krach boursier chinois de 2015 et l'abandon par la BNS du taux planché avec l'Euro, le chômage progresse parallèlement à une diminution du nombre d'emplois. De février 2017 à juin 2019, la relance de la consommation, le renforcement de l'Euro et la croissance mondiale diminuent les taux de manière constante. A partir du second semestre 2019 et parallèlement à une nouvelle péjoration de la situation conjoncturelle, les taux de chômage ne cessent d'augmenter.

Une chose est certaine: depuis une quarantaine d'années, les cycles économiques et financiers se contractent de plus en plus rapidement et violemment. Ceux-ci expriment surtout l'absurdité du système, confrontée dorénavant à des problématiques sociales et environnementales toujours plus préoccupantes.

Pandémie et chômage

A Neuchâtel, le taux de chômage moyen - indépendamment de la controverse de cet indicateur - se monte désormais à 5%. Les centres urbains, industriels et limitrophes de la frontière, c'est-à-dire La Chaux-de-Fonds, Le Locle et le Val-de-Travers se situent tous trois au-dessus de 6%. Effet collatéral à la situation pandémique, le nombre de demandeurs d'emploi explose, reflétant l'anticipation d'une situation que l'on sait anxiogène

et des perspectives peu visibles. Reste que les mesures de soutien à l'économie, l'octroi d'indemnités de chômage supplémentaire durant la première phase de la pandémie, le recours aux aides de réduction des horaires de travail (RHT) ou aux allocations pour perte de gain (APG) exigés notamment par la gauche ont permis de limiter les dégâts.

Modification structurelle et durabilité

Certaines sociétés ont désormais leurs carnets de commandes remplis. D'autres se dirigeront inévitablement vers la fin de leur existence. En effet, la situation pandémique joue un rôle d'accélérateur des mutations économiques et sociales. Au niveau des individus, elle renforce les processus et tendances du système et par là même les disparités. Les classes aisées ont ainsi amassé des fortunes considérables; les classes moyennes et paupérisées ont vu leur épargne au mieux se stabiliser, au pire fondre et disparaître.

La situation actuelle nous oblige à modifier en profondeur les conditions structurelles de la société. Les taux négatifs auraient dû permettre des investissements conséquents susceptibles d'orienter la production vers une plus grande durabilité. Une meilleure répartition des richesses, du temps de travail et l'instauration d'un revenu universel sont désormais indispensables. ■

Cédric Dupraz

Êtres ennemis ou s'entraider

INTERVIEW

Les inégalités renforcent tous les problèmes sociaux. C'est ce qu'affirme Richard Wilkinson, célèbre professeur en épidémiologie sociale à Londres. Il met en lumière les relations qui existent entre inégalités, pandémie, crise climatique et santé mentale.

En 2009, Kate Pickett (également épidémiologiste britannique) et Richard Wilkinson publient *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*. Empli de chiffres et graphiques sur les liens entre inégalités et problèmes sociaux, l'ouvrage est un best-seller international. Pour eux, l'inégalité des revenus est le principal obstacle à la santé et au bien-être des habitants des pays développés. Les auteurs cosignent aussi *The InnerLevel* (2018, non traduit en français) se concentrant sur les conséquences des inégalités sur notre santé mentale. Expert des épidémies, inégalités, problèmes de santé mentale et des corrélations entre ces réalités, R. Wilkinson analyse la période que nous traversons.

Dans votre livre «Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous», vous faites le lien entre inégalités et épidémies. Existe-t-il dans le cadre de la pandémie actuelle?

RICHARD WILKINSON L'origine de cette pandémie se trouve dans la crise climatique et notre rapport à la nature. Les nouvelles maladies sont le fruit de changements dans nos contacts avec les animaux. Souvenons-nous qu'avant le Covid-19, nous avons déjà connu Ebola, le Zika et le SRAS. Si nous ne modifions pas notre rapport à la nature, nous n'échapperons pas à une pandémie encore plus mortelle. Les inégalités renforcent les conséquences d'une telle pandémie. Être pauvre rend malade. Par exemple, l'obésité touche davantage les personnes à bas revenu. Face à un virus, leur immunité est moins forte. Elles sont donc plus vulnérables.

Les inégalités renforcent donc la pandémie...

Et la pandémie renforce les inégalités. Les personnes en incapacité de travail voient leurs revenus chuter. De nombreuses entreprises risquent également de mettre définitivement la clé sous le paillason. Ce qui entraîne des pertes d'emploi. Le nombre de personnes qui font appel aux banques alimentaires augmente, tout comme les signalements de violences domestiques. Une crise sociale pourrait donc bien suivre la crise sanitaire. Mais on assiste aussi à un énorme élan de solidarité. Des groupes WhatsApp naissent par quartier, pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables. La lutte contre le virus renforce également la cohésion sociale.

Comment les conditions de travail influencent-elles sur notre santé?

Il est clair que certains groupes professionnels ont été plus durement touchés par le virus que d'autres. Les personnes qui ont dû continuer à travailler pendant le confinement, qui ont dû prendre les transports en commun, qui ont été en contact avec d'autres personnes dans le cadre professionnel, en ont payé le prix. Le risque de décès est beaucoup plus élevé parmi les minorités ethniques, les personnes à faibles revenus et celles qui se trouvent plutôt au bas de l'échelle sociale. Le coronavirus, comme d'autres maladies, frappe plus durement les pauvres.



«La manière de consommer des riches a un impact gigantesque sur la nature», dénonce Richard Wilkinson.

DR

La pandémie renforce-t-elle tous les problèmes sociaux?

Absolument. On constate d'ailleurs aussi une augmentation des problèmes de santé mentale. La perte de revenus y est évidemment pour beaucoup, mais le stress et le manque de contacts sociaux sont aussi des facteurs importants.

Ces problèmes de santé mentale ne datent pas d'hier.

Le coronavirus a aggravé les choses, mais les problèmes de santé mentale existaient déjà avant la pandémie. Le nombre de personnes souffrant de stress chronique et les cas d'automotivation chez les jeunes étaient déjà effrayants avant l'arrivée du coronavirus.

Pourquoi?

Les inégalités sociales ont un impact sur la santé mentale. Parce qu'elles sapent l'estime de soi et la confiance en la société. Plus une société est inégalitaire, plus les personnes qui y vivent ont tendance à souffrir de problèmes psychologiques. Les inégalités se manifestent dans les relations sociales. Elles nous placent dans une hiérarchie, comme dans un classement de «bon» à «mauvais». Cela crée l'illusion que certaines personnes, qui occupent le sommet de l'échelle sociale, sont très importantes. Et que celles qui se trouvent au bas de l'échelle n'ont aucune valeur.

Plus les inégalités sont profondes, plus nous nous jugeons les uns les autres, en fonction de notre statut. Et plus nous nous soucions du regard des autres. Les contacts sociaux deviennent plus tendus, tandis que la dépression et les angoisses sociales augmentent. En même temps, les personnes qui vivent dans des sociétés où les inégalités sont plus fortes dépensent plus d'argent pour des biens «de prestige» tels que des voitures de luxe ou des vêtements de marque. Pour améliorer leur image.

La structure inégalitaire de la société va-t-elle à l'encontre de notre nature sociale?

Il y a toujours eu cette différence majeure entre la politique de gauche et celle de droite: la manière de considérer les gens. J'ai lu avec plaisir le livre *Humanité*. Une histoire optimiste de l'historien et journaliste Rutge Bregman. Sa thèse est que la manière dont la gauche voit l'être humain serait la plus proche de la réalité.

C'est-à-dire?

Au fil de l'évolution, il y a déjà eu des sociétés très hiérarchisées, avec les plus forts au sommet et les plus faibles à la base. Cependant, les chasseurs-cueilleurs, que nous avons été pendant plus de 90% de notre histoire en tant qu'espèce, vivaient dans des sociétés très égalitaires. Dans les sociétés hiérarchiques, la sélection naturelle s'opère en fonction de notre capacité –

ou non – à dominer les autres. Tandis que, dans les sociétés égalitaires, ce sont plutôt nos caractéristiques sociales qui déterminent nos chances de survie. Dans notre quête d'un partenaire sexuel ou d'un collaborateur, on aura ainsi plutôt tendance à se tourner vers des personnes plus enclines à partager, moins égoïstes. C'est la raison pour laquelle les cadeaux et le fait de partager de la nourriture sont si forts, sur le plan symbolique.

Qu'est-ce qui détermine ici notre comportement?

Je dirais que nous avons développé des stratégies sociales pour gérer nos relations aussi bien dans un contexte hiérarchique qu'égalitaire. Mais elles sont très différentes. En tant que membres d'une même espèce, nous avons les mêmes besoins. Il existe donc un risque de conflit lorsqu'il s'agit de l'accès à des ressources rares. Mais nous avons aussi le potentiel pour partager et coopérer.

Nous pouvons être des ennemis redoutables les uns pour les autres. Mais nous pouvons aussi collaborer ensemble, se protéger mutuellement, s'entraider. Le niveau des inégalités structure nos relations. Il détermine si le plus fort a le droit de manger en premier, comme c'est le cas dans la hiérarchie de certaines espèces, ou si nous partageons les ressources, comme nous l'avons fait en tant que chas-

seurs-cueilleurs. La structure de la société détermine la stratégie que nous appliquons.

A l'époque de la sortie du livre «Pourquoi l'égalité...», on entendait rarement des figures intellectuelles évoquer la question des inégalités. Entre-temps, le débat a-t-il évolué?

Oui, quand même. Les partisans des inégalités soutiennent qu'elles sont nécessaires à la croissance économique. Mais pour la majorité des économistes, ce lien n'est pas pertinent. On entend que les inégalités stimulent l'innovation et la créativité. Mais, dans les sociétés plus inégalitaires, il y a moins de brevets par nombre d'habitants. C'est une façon de mesurer le nombre d'inventions et donc le niveau d'innovation et de créativité.

Nous savons également que, dans les sociétés plus inégalitaires, les enfants réussissent moins bien à l'école et souffrent davantage de problèmes psychologiques. La classe sociale et le revenu des parents déterminent le niveau de réussite des enfants. Or, les enfants sont l'avenir. Les sociétés plus inégalitaires gaspillent leur potentiel. La littérature scientifique regorge d'études et de publications sur les conséquences négatives des inégalités. Et aussi, par exemple, sur leur lien avec la crise climatique.

Quel est donc le rapport entre inégalités et crise climatique?

La manière de consommer des riches a un impact gigantesque sur la nature. Une étude dans la réputée revue scientifique *Nature Communication* montre que les riches font beaucoup plus de dégâts écologiques que le reste de la population. Lorsque les Gilets jaunes sont descendus dans la rue en France, c'est parce qu'ils avaient le sentiment que les gens ordinaires allaient payer la facture de la crise climatique. Alors que les riches resteraient à l'abri dans leur tour d'argent. C'est une réaction logique. Et ça arrivera encore, à moins qu'on ne s'attaque à la fois à la crise climatique et aux inégalités, de manière conjointe. Quand je pense aux riches qui se baladent tranquillement dans leurs voitures de luxe, ça ne me donne pas envie de prendre les transports en commun pour aller travailler...

Mais alors, l'idée selon laquelle la richesse de quelques-uns finit par ruisseler sur tout le monde ne serait qu'un mythe?

Les pauvres ont plus à gagner dans une société égalitaire que les riches. Mais ceux qui en tirent les avantages représentent tout de même au moins 90% de la population. Dans une société plus égalitaire, à diplôme, emploi et revenu égaux, la durée de vie moyenne des personnes de la classe moyenne s'allonge, le harcèlement scolaire diminue et il y a nettement moins de problèmes liés à la consommation de drogue. Il y plus de cohésion et moins de crimes violents. Vu sous cet angle, une société plus égalitaire améliore la qualité de vie de presque tout le monde. ■

Propos recueillis par

Sepp de Meulder

Paru dans *Solidaire*, adapté par la rédaction

«Je ne crois pas en la défaite des peuples»

PROCHE ET MOYEN ORIENT • Si les soulèvements populaires de 2011 ne sont «pas directement anticoloniaux ou anti-impérialiste», affirme le spécialiste du Moyen-Orient Georges Corm, ils revendiquent une soif de «liberté collective» inscrite dans la nature même des luttes émancipatrices. Entretien.

Comment parler aujourd'hui des «printemps arabes»?

GEORGES CORM Je n'aime pas l'expression de «printemps arabe». Une expression importée d'une histoire différente du continent européen, et qui empêche d'envisager l'historicité plus immédiate de ces révoltes. Je préfère donc parler des «révoltes arabes de 2011», qui ont ouvert une nouvelle période de l'histoire arabe.

Les révoltes de 2011 ne sont pas directement anticoloniales ou anti-impérialistes. Cependant, la «liberté», qui revenait souvent dans les slogans des manifestants, doit s'entendre dans la continuité des luttes anticoloniales; il s'agit d'une revendication de liberté collective.

Dès 1840, avant même la naissance du mouvement sioniste, les Britanniques préconisaient de convaincre les citoyens anglais de confession juive de s'installer en Palestine pour contrebalancer l'influence française en Méditerranée orientale. La déclaration Balfour (1917), ensuite, et le soutien européen au sionisme, plus généralement, s'inscrivent dans le cadre du contrôle colonial du monde arabe. Du point de vue de la fragmentation, la seule création d'Israël a coupé géographiquement le Maghreb arabe du Machrek arabe, et l'Égypte de Nasser.

Au-delà du mouvement des peuples, une certaine vision du monde arabe est-elle remise en cause?

Une guerre redoutable a été menée contre le panarabisme par des agressions militaires directes, d'une part; par l'instrumentalisation des mouvements islamistes, d'autre part. Des ressources financières immenses ont été déployées pour propager le wahhabisme saoudien afin de contrer le panarabisme socialisant, dans le contexte de la guerre froide. Et cette guerre se poursuit aujourd'hui encore. L'impérialisme états-unien ne tolère pas la présence de grands États arabes qui ne lui soient pas assujettis et qui se montrent par ailleurs hostiles à Israël.



Il y a dix ans la révolution secouait les États du Proche-Orient, conduisant notamment au départ de Ben Ali en Tunisie.

marcovitz

Syrie, Libye, pourquoi une révolte armée?

L'ancien ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius avait affirmé, concernant la Syrie, en 2012: «Al Nosra (al Qaida -NDLR) fait du bon boulot sur le terrain» De 2011 à 2013, par un tour de passe-passe discursif et idéologique étonnant, les mouvements terroristes sont devenus des mouvements de libération de la Syrie dans les médias occidentaux. Dès le début des années 2000, une offensive franco-états-unienne a été lancée contre le régime syrien pour son soutien au Hezbollah libanais et son alliance avec l'Iran. En octobre 2003, George Bush adopte le Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act (Salsra, qui accuse le régime syrien de «soutenir le terro-

risme international» - NDLR). Celui-ci prévoyait des sanctions si la Syrie poursuivait la politique dénoncée. Un mois après, Bush explique qu'il s'agit de créer un nouveau Moyen-Orient, avec des régimes arabes appelés à devenir démocratiques et à partager les valeurs de l'Occident, parmi lesquelles le souci de la sécurité d'Israël, ce qui implique la normalisation. En 2008, Sarkozy tente une autre approche: faire adhérer la Syrie à l'Union pour la Méditerranée, espérant par là que le régime changerait son positionnement géostratégique. Or, les résultats escomptés n'ont pas été suivis.

En Libye, un tout autre scénario s'est joué. Le régime libyen était lui aussi autoritaire, d'où une certaine

colère populaire, mais la redistribution des revenus issus de l'exploitation du pétrole permettait un niveau de vie digne aux Libyens, ainsi qu'aux Égyptiens et aux Tunisiens qui travaillaient en Libye. Si Kadhafi est tombé aussi vite, c'est tout simplement parce qu'il y a eu une campagne de bombardements massifs de l'Otan, dont l'objectif principal était de l'éliminer. Rien ne peut résister à cela.

Comment regarder d'ailleurs l'attitude de l'armée, notamment en Tunisie et en Égypte?

Il y a un facteur fondamental qui explique la chute de ces régimes: le positionnement de l'armée. Il faudrait sans doute procéder à une analyse plus approfondie des liens entre les régimes au pouvoir dans ces États avec

leurs armées. Grosso modo, dans les deux cas, la pression énorme des révoltes populaires a soit créé soit exacerbé la dissension entre les armées et les régimes de telle sorte que - à un moment donné - les armées ont lâché les régimes. Ce facteur est décisif, et pourtant étonnamment absent des analyses qui sont faites de ces révolutions.

Une nouvelle phase s'ouvre-t-elle?

Je ne crois pas en la défaite ou en la résignation des peuples. L'idée panarabe contemporaine fait son chemin dans le monde arabe depuis la fin du XIX^e siècle, elle condense des aspirations populaires très vives et très anciennes. Lorsqu'Israël officialise, en 1948, le rapt de la Palestine, les peuples arabes du Maghreb et du Machrek se sont sentis directement concernés et ont participé, comme ils pouvaient, à une guerre qui était perdue d'avance. Lorsque Nasser redonne vie au panarabisme, à partir de 1956, les peuples arabes sont spontanément avec lui. Libérer les territoires occupés, assurer l'indépendance politique et économique face à l'impérialisme occidental et édifier une économie socialisante à l'échelle régionale restent les seuls recours possibles pour les peuples arabes afin de sortir du marasme actuel. L'unité arabe doit être pensée sous la forme concrète de fédération, et non pas d'État-nation. Je pense que ce qui manque aujourd'hui, c'est un pays phare qui puisse être présent et actif sur la scène arabe, comme l'Algérie.

La Palestine fédère les sentiments panarabes. Et je ne crois pas qu'il soit possible d'étouffer la question palestinienne, quels que soient les moyens déployés. A cet égard, je trouve que la résistance palestinienne est réellement admirable. C'est en définitive à partir de la question palestinienne que se dessineront les contours d'un nouveau panarabisme. ■

Propos recueillis par Pierre Barbancey

Paru dans L'Humanité

Le droit à la communication en jeu

CHILI • La future Constitution doit intégrer les principes de médias libres et indépendants des seuls pouvoirs économiques alors que le pays connaît une véritable oligarchie médiatique.

L'année 2020 a marqué le 40^e anniversaire du lancement du rapport MacBride de l'Unesco, également connu sous le nom de *Voix multiples, un seul monde*¹. Il a rendu visible la forte concentration économique des médias dans le monde et la possibilité de construire un nouvel ordre mondial qui démocratise la communication. Bien que ce rapport ait été un précurseur en termes de recommandations visant à promouvoir les politiques de communication des États, il a rencontré l'opposition tant du bloc capitaliste (États-Unis), principal promoteur du libre marché de l'information, que du bloc socialiste (Union soviétique), principal promoteur de la centralisation de l'information en provenance de l'appareil gouvernemental.

Médias de propagande

Dans le cas du Chili, la constitution de la dictature de Pinochet a surtout

mis l'accent sur le droit à la vie privée et la liberté d'expression individuelle. Ceci au détriment d'une approche collective et participative, qui conçoit la communication comme faisant partie d'un processus relationnel et démocratique. Adaptée aux grands groupes économiques du pays, elle a donné toute liberté à un marché des médias toujours plus concentré. Cooptés par le régime militaire, les médias publics se sont consacrés à la diffusion de la propagande officielle.

L'aspect le plus dramatique est qu'avec le retour à la démocratie, la situation des médias s'est aggravée tant la concentration économique est montée en puissance. Elle est le fruit du travail de la coalition de la gauche sociale de marché (*Concertación*). L'un de ses grands idéologues, Eugenio Tironi, a déclaré que «la meilleure politique de communication est de ne pas avoir de politique

de communication». Cela démontre l'abandon total de l'État et nie la possibilité de considérer la communication comme un droit humain. Les conséquences de cette vision dépolitisée et commerciale de la communication ont entraîné la disparition d'une grande partie des médias critiques de la dictature (*Apsi, Análisis, Hoy, Cauce, Fortín Mapocho, La Época, Bicicleta*).

Encourager le pluralisme

Au chapitre de la concentration économique au sein des médias, le duopole formé par le groupe Mercurio SAP et COPESA concentre 82% des lecteurs et 84% de la publicité pour la presse écrite. Relativement à la concentration touchant radio et télévision, il existe quatre conglomérats qui monopolisent le marché: Grupo Prisa, Grupo Luksic, Grupo Bethia et Grupo Dial.

Face à cette situation, la création récente du Bloc pour le droit à la communication est un grand pas en avant. Il rassemble différentes organisations. Ainsi le Collège des journalistes du Chili, le Réseau des journalistes féministes, la Fondation pour la protection des données, etc. Il réclame une loi sur les médias qui déconcentre et favorise le pluralisme des voix, la distribution équitable de la publicité d'État, la promotion des médias communautaires et indigènes. Mais aussi le droit à l'Internet, à la télévision publique, éducative et culturelle, la promotion de médias non sexistes, non racistes et décentralisés aptes à garantir la protection des données personnelles.

Cohabitation démocratique

Ce qui est recherché, c'est que la communication soit considérée non pas comme un simple «moyen de communication», mais comme un proces-

sus de coexistence démocratique. Il permettrait de se mettre en rapport dans des conditions d'égalité et de manière plus horizontale. Cela à partir de points de vue et d'expériences alternatives: féministes, socio-environnementales, plurinationales, régionales, communales, de voisinage. Et en laissant de côté toute tentative de cooptation partisane ou commerciale par quelques-uns. Il faut alors espérer que ce droit à la communication soit discuté par les nouvelles conventions, chargées de rédiger la future nouvelle Constitution du Chili, qui seront élues le 11 avril prochain. ■

Andres Kogan Valderrama

Adapté par la rédaction

¹ Expérimentation refoulée d'une médiation politique originale, porteuse d'un espace public sociétal et des valeurs fondatrices de l'UNESCO. Il existe néanmoins une diversité des médias alternatifs actuels sur Internet, ndlr.

Les Gilets jaunes et le «malaise français»

LIVRE • L'avis d'un politologue suisse sur la situation française. Qui met en lumière un durable désenchantement face à un gouvernement n'incarnant plus la devise républicaine «Liberté, Égalité, Fraternité».

Né en 1957, Maurice Satineau est docteur en sciences politiques de l'Université de Lausanne, enseignant d'économie politique et journaliste sur des sujets économiques. N'étant rattaché à aucun parti politique, il peut se permettre de lancer ses critiques tous azimuts, au risque de (dé)plaire à tout le monde... Il est le petit-fils de son homonyme Maurice Satineau (1891-1960), homme politique en Guadeloupe et député à l'Assemblée nationale française.

Radicalité sociale

Son livre *Gouvernés, Révoltés, Désenchantés. 30 ans que cela dure*, s'articule en sept chapitres. Il part de la constatation d'un «mal-être collectif perdurant» et de l'existence de diverses fractures (sociale, économique, écologique, politique) qui minent la société française. Celles-ci durent depuis des décennies, et pourtant la naissance du mouvement des Gilets jaunes, le 17 novembre 2018, a suscité la surprise. Ce qui a conduit l'auteur à s'interroger sur ses causes profondes. Il constate d'abord que, centré sur la radicalité islamique, Paris n'a pas vu venir la radicalité sociale. Et aussi que la violence et la haine se sont installées dans la société française. Celle-ci peut frapper tout le monde, des pompiers au personnel hospitalier en passant par le réparateur d'ascenseurs. D'où les scènes d'affrontements violents dans la rue, notamment entre policiers et manifestants.

CDI en question

Concernant l'économie, Maurice Satineau ne craint pas d'avancer que «le contrat à durée indéterminée est l'objet de tous les espoirs pour conjurer la précarité du petit boulot. Ce rapport au temps long contractuel contraste fâcheusement avec l'idée de limiter le temps d'effort une fois l'embauche acquise.» Par ailleurs, la



Les Gilets jaunes à Paris pour leur 10^e acte de mobilisation en janvier 2019.

Olivier Drepa

France a vécu deux décennies de désindustrialisation et son secteur secondaire contribue deux fois moins à la richesse nationale que son concurrent allemand. Il y aurait, selon l'auteur, un sentiment anti-économie dans la société française.

A propos de la vie politique, il observe que l'abstention est structurelle. Il y a un véritable mouvement de fond d'abstentionnisme. De là découlerait la perspective de fonder un «parti apolitique des Gilets jaunes». En une formule audacieuse, l'auteur estime que «la dominante symbolique du gilet jaune a éclipsé la symbolique du drapeau révolutionnaire rouge.» A propos du Front

national (Rassemblement national dès 2018), il relève que le vote en sa faveur, longtemps urbain, a largement gagné les campagnes, qui se sentent parfois menacées dans leur identité, d'où leur adhésion à une «France historique» largement mythique.

France «verticalisée»

Le politologue ne ménage pas ses critiques envers le système présidentiel français, clinquant, installé dans les dorures de palais anciens, «abreuvé de sondages d'opinion et toujours en pré-campagne de quelque chose». Il dénonce la sacralisation du pouvoir (sans doute héritée de siècles de

monarchie). Les Français se sentent de plus en plus éloignés de l'élitisme gouvernemental et présidentiel. Les scandales successifs ont par ailleurs contribué à cet éloignement.

Autre facteur de blocage, l'action prépondérante de Paris au niveau local, notamment en matière de crédits. La France, aujourd'hui toujours «verticalisée», aurait donc tout à gagner à une véritable décentralisation.

L'écologie constitue une nouvelle ligne de fracture interne. Ainsi, on remarque que le mouvement des Gilets jaunes a débuté en raison d'une taxe supplémentaire sur le carburant! Et il faut bien constater que «le discours des révoltés n'a laissé que

peu de place à la défense de l'environnement.»

Le titre de l'ouvrage, *30 ans que cela dure*, se veut un contrepoint à une autre période, celle des 30 glorieuses. Et Maurice Satineau de conclure en ces termes: «De la mondialisation subie aux mutations du travail engendrées par la technologie, des pertes de repères politiques au refus des institutions existantes, le malaise français est devenu structurel». Son livre incisif, parfois provocateur, incite donc à la réflexion. ■

Pierre Jeanneret

Maurice Satineau, *Gouvernés, Révoltés, Désenchantés. 30 ans que cela dure*, Editions à la Carte, 2020, 162 p.

Qui donc veut la peau d'Angela Davis?

BANDES DESSINÉES • Dans «Traquée», Fabien Grolleau et Pitz content l'incroyable cavale de la militante africaine-américaine dans un climat digne d'une guerre civile. Un album sensible aux frontières de l'engagement, des peurs intimes et collectives.

La traque, ce sont d'abord ces petits yeux qui menacent dans l'obscurité la plus totale. Ces loups, assoiffés de sang, qui assiègent l'enfant, recroquevillée dans son lit sur son ours en peluche. La traque, ce sont également ces voitures du FBI qui freinent d'un coup sec dans les rues de New York pour barrer le passage à un couple. Ils sont noirs mais les hommes d'Edgar Hoover font fausse route. Il y a déjà là tout le racisme qui travaille les États-Unis: la jeune femme a beau porter l'afro comme une affirmation, elle n'est pas Angela Davis.

«Il faut l'arrêter avant qu'elle ne devienne trop populaire»

D'ailleurs, la militante du Che Lumumba Club, une section du Parti communiste américain, s'est déjà coupé les cheveux pour échapper aux agents fédéraux déterminés à lui faire la peau, à en finir avec le symbole qu'elle incarne, au nom du programme secret Cointelpro d'éradication des mouvements révolutionnaires, parmi lesquels le Black Panther Party tient le haut du pavé. À 26 ans à peine, elle est ainsi accusée de meurtre dans une prise d'otage pour la libération de George Jackson et des Soledad Brothers. Seulement,

Hoover ne croit pas si bien dire lorsqu'il assure au président Nixon à propos d'Angela Davis: «Il faut l'arrêter avant qu'elle ne devienne trop populaire. Si ce n'est pas déjà trop tard...» Populaire, elle l'est. On ne compte plus les milliers de pancartes placardées sur les portes invitant la jeune professeure en cavale au refuge: «Angela, notre sœur, tu es la bienvenue dans cette maison.»

La force de la nouvelle bande dessinée imaginée par le scénariste Fabien Grolleau et son compère, le dessinateur et coloriste Nicolas Pitz, réside autant dans la narration de cette curée des temps modernes que dans la description du contexte. Les États-Unis arborent l'image d'une société de consommation lisse, blanche. Certes, les hippies et les vétérans barbus et contestataires font tache dans ce paysage petit-bourgeois de maisons individuelles propres, où le petit poste de télévision fascine et règne en maître dans les salons. Mais le climat politique violent, presque digne d'une guerre civile, reste sous le boisseau. «L'histoire de la ségrégation ne m'était évidemment pas étrangère. Elle me passionnait même. Mais en me plongeant dans ce projet, je me suis rendu compte qu'un voile de pudeur demeure sur cette période. On retient les pattes d'éph en

occultant le Vietnam, la lutte pour les droits civiques, alors que la violence est quotidienne», relève Fabien Grolleau. Le travail actuel – extrêmement documenté – des auteurs de roman graphique est à cet égard opportun. Dans la même veine, paraissait en septembre le dernier ouvrage de l'Américain Derf Backderf (*Kent State. Quatre morts dans l'Ohio, Ça et là*) sur le massacre des étudiants de Kent State opposés à la guerre du Vietnam et son extension au Cambodge. Alors qu'il a nécessité deux ans de travail à ses auteurs, l'album de Grolleau et Pitz a vu sa sortie repoussée de plusieurs mois du fait de la pandémie de Covid-19. Et a pu pleinement vivre en librairie quinze jours avant le second confinement.

Les agents de Hoover, loups aux allures de clones

Traquée dépeint une Angela Davis peu connue travaillée par la peur autant que par la révolte face à l'humiliation. C'est elle, encore à l'âge des robes blanches plissées, qui regarde les policiers blancs dans l'une des premières planches. Elle sourit, l'homme en arme l'exhorte à baisser les yeux. Elle, enfin, qui entrave la route des incendiaires du Ku Klux Klan avant que sa mère ne se

rue sur elle pour la sauver. Le dessin de Pitz nous permet également de mesurer le chemin parcouru par les auteurs de bande dessinée. Des caricatures d'antan au personnage de Bass Reeves, premier marshal noir de l'histoire croqué par Jul et Achd dans le dernier *Lucky Luke*. «Contrairement au travail effectué pour les dessins de Ronald Reagan et Edgar Hoover, Pitz n'a pas essayé de coller à la réalité physique d'Angela Davis. Il fallait un personnage de BD vivant qui tienne du début à la fin. Nous sommes nés en tant qu'auteurs avec la BD des années 1990, qui avait déjà fait sa révolution et s'était éloignée des représentations des années 1960», abonde Fabien Grolleau. À l'inverse, les agents du FBI, campés dans leurs costumes sombres, ont des allures de clones, presque indissociables. Selon le scénariste, «Hoover voulait que ses agents soient coiffés pareil. C'était une réalité. J'ai insisté sur ce côté kafkaïen pour renforcer l'idée d'une force implacable qui s'abat contre Angela Davis». Des loups prêts à tout pour tuer la notion d'égalité. ■

Lina Sankari

Paru dans *L'Humanité*

Fabien Grolleau et Nicolas Pitz, *Traquée. La cavale d'Angela Davis*, Glénat, 152 pages

Dans le flux d'un regard patient

CINÉMA • Les films sensoriels d'Irene Gutiérrez sur des figures oubliées de l'histoire cubaine privilégient la contemplation, la lenteur face au rythme soutenu. Pour manifester une belle foi en la capacité de suggestion du 7^e art.

Au cœur des bruissements d'une radio militaire accompagnés d'une atmosphérique colonne musicale, un corps s'extrait lentement de sa posture de sniper camouflé par le feuillage. Nous sommes dans la Sierra Maestra, à l'extrême-sud de la Grande Île, haut lieu de la guérilla de Fidel Castro. Il fut chef de la jeunesse cubaine tenant tête en ces montagnes à l'armée de Fulgencio Batista, revenu au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat en 1952. Un pouvoir dont il sera chassé ainsi que du pays en 1959, lors de la révolution cubaine. Ce passé hante l'un des films les plus singuliers qui soit, *Entre perro y lobo (Entre chien et loup)* qui voit la cinéaste espagnole Irene Gutiérrez s'immerger plusieurs mois dans la jungle cubaine. Pour suivre trois vétérans de la guerre d'Angola animés par des idéaux de solidarité révolutionnaire aujourd'hui oubliés. Cet essai sensoriel, physique, psychologique et idéologique serpente sur les chemins de la fiction et du documentaire ouverts par des combattants vivants dans la précarité. «Ils continuent de s'entraîner pour un jeu de guerre et un rituel de camaraderie. Ils peuvent alors se sentir respectés, forts et spirituellement jeunes», précise la cinéaste.

Vestiges du conflit angolais

A l'image, un trio de vétérans de l'engagement cubain en Angola (40'000 hommes de 1975 à 1991). Un conflit voyant l'avènement au pouvoir du Mouvement populaire de la libération d'Angola (MPLA). Ce pays devrait assurer des revenus décents à ses habitants vu ses richesses naturelles. Sous la férule de l'autoritaire «parrain» Eduardo Dos Santos, le pays restera l'un des plus inégalitaires et pauvres de la planète. Le clan familial kleptocrate a ainsi tenu l'Angola durant 38 ans distribuant les ressources nationales à ses proches, avec ses misérables pensions aux 100'000



«Une génération dont la façon d'être au monde fait une lignée en voie d'extinction, résistant à la perte de ce qui les rend uniques, irremplaçables.»

I. Gutiérrez.

anciens combattants. Castro, lui, refusa toute pension aux vétérans cubains, estimant qu'ils n'étaient pas des «mercenaires».

La cinquantaine bien avancée, Miguel, Santana et Estebita refigurent une lutte au couteau de leur passé héroïque. Ils semblent errer dans d'incertains limbes. Essentiellement à fleur de peau, entre surface et profondeur, le filmage des protagonistes transmet la subtilité de corps, qui se donnent à déchiffrer, malgré leur opacité tenace, comme un faisceau d'expressions, actions et réminiscences. A Cuba, «existe une rhétorique gouvernementale épique qui marque la distance entre idéaux révolutionnaires et réalité d'êtres humains de ces ex-soldats. Il m'intéressait d'explorer ce paradoxe», confie la réalisatrice.

Aujourd'hui, Miguel et Santana vivent de leur travail de planteurs de

café alors qu'Estebita attend une pension en raison de son état de santé. Si son film apparaît comme intensément crépusculaire, Irene Gutiérrez souligne que ces hommes sont «demeurés fidèles aux principes révolutionnaires. Ils ne peuvent dire le contraire», au risque d'avoir «de sérieux problèmes». L'opus explore la manière dont un environnement métamorphose graduellement les anciens fantassins et fait affleurer «leurs contradictions». Sans les juger.

Disparitions

Chez Irene Gutiérrez, née en 1977 et formée en Espagne et à Cuba, les corps prennent le temps d'exister, habitant les espaces et entrant en interaction avec eux. Ils sont d'ailleurs incarnés par des témoins qui sont leur propre archive, beau barrage contre des tentatives d'extraversion. Ses documentaires immergent dans un mouvement d'in-

tériorisation, essentiellement anti-théâtral. Leur dramaturgie évoque parfois le geste d'un Robert Bresson, peintre du regard et sculpteur des corps. «Dès mes études documentaires, l'accent a été mis sur l'importance d'un homme témoignant de ce qu'il a vécu. Ceci afin de documenter un parcours de vie et préserver les traces d'existences invisibilisées. L'ensemble des sujets portraituretés dans mes films évoluent au cœur de situations impliquant plusieurs formes de disparition de soi.»

Elle s'est ainsi lancée dans le long-métrage avec *Hotel Nueva Isla* (2014) établissement touristique déserté de la Havane. Elle y suit Jorge, un vieil homme, sorte de fantôme beckettien. Cette réalisatrice de l'entre-deux interroge les articulations du temps au langage cinématographique, les rapports entre rêve et réalité, imaginaire poétique et vécu. L'ensemble est rendu esthétiquement proche du clair-obscur

semblant surgir des tableaux de grands maîtres. «Jorge a fait plusieurs cueillettes de sucre, la première à 11 ans». Avant de collaborer comme alphabétiseur, «à l'instar de nombreux Cubains avec les nouvelles générations. Il a contribué à la Révolution en accomplissant tous les travaux qui lui étaient demandés à chaque étape de sa vie.»

Sidération

Le cinéma d'Irene Gutiérrez produit un choc étrange et profond sur le spectateur. Ce qui frappe? Le peu de récit, nul rebondissement ou événement spectaculaire. Juste la puissance fascinante du temps qui s'écoule, des gestes et des corps scrupuleusement observés. Il y a chez elle les souvenirs du cinéaste portugais Pedro Costa (de *La Chambre de Vanda* à *Vitalina Varela*) et de José Luis Guerín, figure phare de l'avant-garde barcelonaise. Soit pour *Entre chien et loup*, une manière singulière d'être au monde, courageuse, constante, intègre et totalement fidèle à une idéologie dont on ne bat plus monnaie. Dans leur meilleur, ses films retrouvent les qualités de Guerín abolissant les frontières avec lesquelles sont clivées les époques (passé, présent, devenir), les êtres - morts, vivants, personnes, personnages -, les genres - documentaire, fiction, poème et portrait.

Elle travaille aujourd'hui sur la fiction *Orfeo en la frontera (Orfeo à la frontière)*, pistant deux histoires d'amour impossibles tournées à Ceuta. Pour mémoire, Ceuta et Melilla sont des territoires espagnols enclavés en plein cœur du Maroc et se sont hérissés de barrières anti-migratoires depuis 2001. Le film explore le mythe d'Orphée avec des femmes prises dans le contexte de la crise migratoire européenne actuelle. ■

Bertrand Tappolet

Entre chien et loup. Festival Black Movie en ligne, du 22 au 31 janvier. Rens.: blackmovie.ch

L'Affaire Woog, un sommet de l'anticommunisme

HISTOIRE • Le bulletin de la «Schweizerisches Sozialarchiv» a consacré plusieurs pages au «Fall Woog», qui nous ramène septante ans en arrière. Le centre d'archives situé à Zurich renferme en effet une riche documentation sur cette affaire.

Mais qui était Edgar Woog, sans doute bien oublié aujourd'hui, sinon des membres les plus âgés du Parti suisse du Travail (PST)? Il naquit en 1898 dans une famille juive de commerçants en textile bâlois. Il adhéra au Parti communiste mexicain et, sous le nom d'Alfred Stirner, fut dans les années vingt et trente un fonctionnaire du Komintern pour l'Amérique latine. Rentré en Suisse, il joua un rôle important dans le Parti communiste. Dès sa fondation en 1944, il fut membre du PST, dont il sera le secrétaire central de 1949 à 1968. Il fut parfois en désaccord avec la direction du parti, notamment lors des guerres israélo-arabes, où il estimait que le PST défendait une position trop favorable aux pays arabes. Edgar Woog est décédé en 1973.

Gauche zurichoise victorieuse

Nous sommes au printemps 1946. Les élections communales zuri-

choises ont lieu. Depuis 1928, une Municipalité de gauche dirige la «Zurich rouge», qui a à son actif de nombreuses réalisations urbanistiques et sociales. Mais en 1938, du fait d'une alliance entre les formations bourgeoises et les frontistes (fascistes), la gauche a perdu sa majorité au Conseil communal. Les élections de 1946, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, vont se dérouler dans un climat tendu. Le Parti socialiste décide de faire liste commune avec le jeune PST. La droite bourgeoise se déchaîne alors dans une propagande violemment anticommuniste. L'une de ses affiches électorales montre le Grossmünster de Zurich surmonté de deux drapeaux rouges arborant la faucille et le marteau. Voilà ce qui attend la cité de la Limmat si la gauche l'emporte! Et c'est ce qui arrive.

Le PST, notamment, obtient un excellent résultat, comme cela avait

déjà été le cas à Genève, Bâle-Ville, Neuchâtel et dans le canton de Vaud. Cette adhésion populaire (éphémère) au Parti du Travail était due au prestige de l'Armée rouge, vainqueur du nazisme, et au profond besoin de changements sociaux pour l'après-guerre. La même année 1946, Edgar Woog devient membre du Stadtrat, l'Exécutif de la Ville de Zurich. Une photo le montre d'ailleurs serrant la main du très anticommuniste Winston Churchill, lors de la visite de celui-ci en Suisse...

Temps des crises et procès Woog

Mais l'atmosphère politique dans le monde est en train de changer. Avec la guerre civile grecque et l'éviction des ministres communistes en Italie et en France, puis le «coup de Prague» en 1948, on assiste au début de la guerre froide. Dès 1950 ce sera la guerre de Corée et l'apogée de l'anticommunisme en Suisse, avec par exemple l'éviction par les syndicats

de leurs dirigeants membres du PST. De surcroît une crise interne agite le Parti du Travail, qui exclut plusieurs de ses dirigeants (Otto Brunner, Karl Hofmaier, Léon Nicole).

C'est dans ce contexte de grande tension que se situe l'«Affaire Woog». Le 6 octobre 1947, il est arrêté pour avoir confié l'argent de collectes à la *Koordinationsstelle für Nachkriegshilfe*, une organisation proche du PST qui se concentrait sur l'aide aux pays situés dans la sphère d'influence communiste (Pologne, Yougoslavie, Tchécoslovaquie et Albanie). De surcroît, Woog avait détourné 5000 francs de la somme récoltée so disant en faveur des enfants polonais, au profit du *Vorwärts*, le journal du PST alémanique. Le 8 octobre 1947, il est mis en congé de sa fonction de Municipal. Ce qui donne lieu à une manifestation de protestation qui rassemble quelque 3000 personnes dans la Maison du Peuple.

En janvier 1949, Woog est

condamné à six mois de prison. Il est définitivement exclu du Stadtrat (Conseil municipal) en avril. En 1950, le Parti du Travail de Zurich avance de nouveau sa candidature. Mais au contraire des élections de 1946, et alors qu'on est en pleine guerre froide, le PdT voit sa représentation au Législatif chuter de 15% à 6%. Edgar Woog sera réélu en 1951 au Conseil national où il aura passé deux législatures, de 1947 à 1955. Mais le PdT zurichois entame son rapide déclin. Il culminera avec la campagne de haine qui suivra la répression par l'armée soviétique de l'insurrection hongroise en 1956.

Si des faits pénalement condamnables peuvent être reprochés à Edgar Woog, son «Affaire» révèle surtout la vigueur de l'anticommunisme en Suisse, mâtiné parfois de relents d'antisémitisme. ■

Pierre Jeanneret

Source principale: *Sozialarchiv Info*, 4/2020, pp. 17-27.